



Projet de mutation national des contrôleurs filière fiscale : 600 postes de B non pourvus !!! = 600 suppressions d'emplois déguisées !!!

Rejeté par les Français lors du scrutin du 6 mai 2012, le gouvernement déchu nous laisse en héritage une politique d'austérité et de réductions des dépenses publiques. Cette année encore, les moyens attribués aux services publics sont en baisse.

La situation de l'emploi et les choix politiques faits sont au cœur de la CAP Nationale de mutations de catégorie B à venir.

L'Administration affiche un taux de mutations satisfaites élevé.

Pour autant, cet exercice d'auto-satisfaction ne saurait cacher une situation toujours plus dégradée dans les services.

Pour la 4^{ème} année consécutive, la situation de l'emploi en B s'aggrave.

Si les effectifs de cette catégorie ne connaissent pas de diminution globale comme la catégorie C, faute d'un recrutement suffisant de Contrôleurs, les statistiques affichent une situation déficitaire de 600 emplois non pourvus.

De plus, ces chiffres ne prennent pas en compte les agents actuellement à temps partiel et mutés qui sont comptés à temps complet. Selon une évaluation globale, cela représente l'équivalent d'une centaine d'agents à ajouter à ce déficit.

Dans ce contexte, le TAGERFIP – Tableau Général des Emplois du Réseau des Finances Publiques- apparaît comme un redoutable outil à supprimer des emplois qui cache son nom !!!

La CGT avait vivement dénoncé cette situation prévisible lors des précédentes CAP Nationales de mutations, en demandant le recrutement de tous les agents figurant sur les listes complémentaires des concours. Ce n'est pas le choix qui a été fait à ce jour.

Malgré tout, la CGT a renouvelé fortement, à plusieurs occasions, son exigence de voir tous les candidats inscrits sur ces listes complémentaires impérativement appelés. Elle exige par ailleurs, leur élargissement, notamment concernant les concours internes.

La conséquence de cette désastreuse politique de l'emploi sera les trop nombreux postes de contrôleurs qui resteront vacants dès le 1^{er} septembre prochain. Ce sont les conditions de vie et de travail des agents qui vont se dégrader, ainsi que la qualité des missions de service public.

Ce sont aussi des centaines de mutations possibles qui ne seront pas offertes aux agents avec toutes les conséquences sociales liées à leur situation personnelle.

Les élus de la CGT Finances Publiques exigent l'arrêt des suppressions d'emplois C et un recrutement de cadres B permettant de pourvoir tous les postes à hauteur des besoins.

Ils seront porteurs de ces revendications lors de la CAPN qui se tiendra du 5 au 11 juin 2012.

Montreuil, le 23 mai 2012

Syndicat national
CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

dgfip@cgt.fr

www.financespubliques.cgt.fr

Tél. : 01.48.18.80.16